Espagne : L'État pille le fonds des retraites pour les "paiements d'urgence"

08/04/2013 à 6h00

Le Fondo de Reserva de la Seguridad Social, le fonds de la Sécurité Sociale espagnole, a saisi l'opportunité des promesses de Mario Draghi, le président de la Banque Centrale Européenne, de faire « *ce qu'il faudrait faire pour sauver l'euro* », pour augmenter la part d'obligations souveraines espagnoles qu'il détient.

Le fonds, qui a été créé pour garantir les paiements futurs des pensions, a acquis 20 milliards d'euros de dette espagnole l'année dernière, et il s'est débarrassé dans le même temps de 4,6 milliards d'euros d'obligations françaises, allemandes et hollandaises. 70% des achats ont eu lieu après les déclarations de Mario Draghi qui ont fait remonter le cours des obligations espagnoles.

> ***Désormais, ce sont 97% de ce fonds de 65 milliards d'euros qui ont été investis en obligations souveraines espagnoles de plus en plus risquées**, contre 90% en 2011, et 55% en 2008.*

« *On dirait qu'à défaut de disposer de sa propre banque centrale pour monétiser sa propre dette, le gouvernement espagnol a tout simplement pillé une autre entité quasi-gouvernementale pour s'assurer du rachat des obligations* », écrit le blog financier américain Zero Hedge.

En utilisant ces réserves pour acheter des obligations souveraines, l'Espagne viole une loi qui prévoit qu'elles ne devraient être investies que dans des titres d'une « *haute*

qualité de crédit et d'un degré de liquidité significatif », ce qui n'est plus le cas des obligations espagnoles.

En effet, l'année dernière, les agences de notation Moody et Standard & Poor's les ont dégradées, et leur notation n'est plus qu'un cran au dessus de la cote de titre de pacotille, rappelle le Wall Street Journal.

Le fonds est destiné à garantir les paiements futurs des pensions de retraites, et les analystes se demandent s'il en aura encore la capacité à terme, alors que l'État a de plus en plus de mal à financer ses dépenses dans un contexte de récession et de politique d'austérité qui ont réduit ses recettes. L'année dernière, le fonds a été bénéficiaire, compte tenu que les contributions ont excédé les paiements sociaux, ce qui a permis de financer 1% du déficit de l'Espagne.

Mais les experts s'inquiètent du fait que le gouvernement espagnol a déjà commencé à opérer des retraits sur les réserves du fonds pour effectuer des paiements d'urgence. En novembre dernier, il a prélevé de l'argent pour la seconde fois de son histoire, retirant 4 milliards d'euros pour payer les pensions.

Auparavant, il avait déjà prélevé 3 milliards d'euros en septembre pour couvrir des besoins de trésorerie non précisés. Ces deux retraits dépassaient la limite annuelle légale, ce qui a motivé le gouvernement a augmenter ce seuil.

Express.be